



PAROLE SOCIALISTE



Édito

Nous voici donc avec Nicolas Sarkozy comme président de la république pour cinq années.

Le leader de la droite a réussi à persuader nos concitoyens que dans un monde du chacun pour soi, tout le monde peut tirer son épingle du jeu.

Il nous appartient désormais et au parti socialiste au premier chef d'organiser la résistance et de refonder la gauche.

Notre conviction est qu'une société se civilise dès lors que le progrès est partagé par tous et que l'intérêt général supplante tous les intérêts particuliers.

C'est cela être de gauche ! Ces valeurs sont partagées par toutes les forces de progrès.

Ni laxisme, ni gaspillage, ni assistanat systématique, ni refus de prendre en compte le monde tel qu'il est, ces principes sont compatibles avec une économie sociale de marché capable de produire des richesses et de prévenir les inégalités. Ces principes sont aussi compatibles avec l'aspiration de chacun à plus d'autonomie dans ses choix de vie.

Nos divergences portent sur le fond avec la droite et légitimement une confrontation démocratique permanente.

Avec nos partenaires communistes, les désaccords concernent plus les méthodes que les objectifs.

Depuis 1965, nous participons à des listes d'union de la gauche à dominante communiste. Nous avons, à maintes reprises, exprimé nos divergences sur les finances notamment depuis 2003, les priorités urbaines, les questions de sécurité et de propreté des lieux publics, sur la précarisation de la vie quotidienne et les phénomènes de paupérisation sur certains quartiers (réunion de bilan page 3)...

Les électrices et électeurs d'Aubervilliers en portant les socialistes au premier rang des forces politiques lors des dernières cantonales, régionales, présidentielles et législatives, nous placent en tête d'un rassemblement souhaitable des forces de gauche pour les prochaines élections municipales de mars 2008.

Je souhaite qu'Aubervilliers puisse choisir son avenir, assumer sa vocation populaire par un équilibre social et la prévention / réduction des situations de précarité économique, sociale, civique et environnementale.

JY.Vannier
Secrétaire de section



Retour sur la campagne présidentielle : Café Ségolène dans le Landy.



VOTE DU BUDGET 2007 : POURQUOI LES SOCIALISTES SE SONT ABSTENUS

Entretien avec Jacques SALVATOR, président du groupe des élu(e)s socialistes et républicains

Parole Socialiste : Bonjour Jacques. En mars dernier, les élu(e)s socialistes et républicains se sont abstenus lors du vote du budget. C'est une décision politique forte. Quelles ont été les principales raisons de ce choix ?

Jacques Salvator : Bonjour Parole Socialiste. Les raisons sont multiples. Il faut d'abord noter que nos capacités d'autofinancement déclinent depuis 2003. Le taux d'épargne brute, c'est-à-dire la part des recettes de fonctionnement que nous sommes en mesure de consacrer aux dépenses d'investissements baisse dangereusement de 8,5% en 2003, il n'est plus en 2006 que de 5,4%.

P.S. : Pourquoi ?

J.S. : L'explication est simple : en 2006, les recettes de fonctionnement ont progressé de 0,89% alors que les dépenses ont augmenté de manière

significative pour atteindre 5,91%. Nous connaissons les responsabilités du gouvernement (stagnation de la dotation globale de fonctionnement), même si les conséquences de cette restriction budgétaire sont pour partie amoindries par l'augmentation sensible des dotations de péréquation mises en place par le gouvernement de Lionel Jospin.

P.S. : Comment faire face à ces réalités ?

J.S. : D'abord en tablant sur nos propres forces et nos capacités collectives de mobilisation, de revendication mais aussi d'initiatives et de propositions nouvelles.

P.S. : C'est-à-dire ?

J.S. : À ce jour, aucune initiative sérieuse n'a été prise :

- pour exiger la création d'une commission intercommunale des finances locales qui permettraient la

(suite page 2)



VOTRE NOUVEAU DÉPUTÉ RESTE À VOTRE ÉCOUTE

Daniel GOLDBERG est le nouveau député de la 3^{ème} circonscription de Seine Saint Denis (Aubervilliers – La Courneuve – Le Bourget). Militant local de longue date et élu de terrain, Daniel GOLDBERG tiendra des permanences dès la rentrée sur notre ville pour demeurer à l'écoute des albertivillariens(ne)s et les informer de ses activités parlementaires.
Contact : 01.49.92.62.14
Mail : danielgoldberg@club-internet.fr

STAGNATION DU SMIC : UNE DÉCISION QUI EN DIT LONG

Le gouvernement SARKOZY-FILLON a décidé de ne pas donner un coup de pouce au SMIC qui augmentera au 1^{er} Juillet de 2,1% soit le minimum légal. Cette décision est une décision lourde de conséquence pour les salariés de notre pays qui voient là une provocation qui risque d'altérer les négociations salariales à venir. La droite martèle son discours sur les augmentations de salaires qui découleraient des heures supplémentaires (comme si les salariés étaient maîtres de leur temps de travail) et continue de réaffirmer une hausse de la TVA de 5 points qui porterait un coup fatal à notre pouvoir d'achat.

On ne peut que constater l'injustice sociale de cette décision face aux 15 milliards d'euros de cadeaux fiscaux qui ont été offerts par ce nouveau gouvernement aux plus aisés. Les socialistes l'affirment : cette stagnation du SMIC est un choix politique profondément injuste et inégalitaire.

Yannick LEGOFF



(suite) VOTE DU BUDGET 2007 : POURQUOI LES SOCIALISTES SE SONT ABSTENUS

transparence sur les flux financiers entre la ville et Plaine Commune,
- pour engager une négociation sur le partage de la taxe sur les spectacles organisés au Stade de France aujourd'hui perçue uniquement par la ville de Saint Denis (2 millions d'euros annuels),
- pour sensibiliser l'opinion de nos concitoyen(ne)s sur l'utilisation des 12 millions d'euros versés chaque année par l'Etat au Consortium Stade de France pour compenser l'absence d'un club résident (et ce pendant encore 12 ans).
Plus globalement, nous devons proposer des modalités nouvelles pour que les aménageurs ou les promoteurs participent au financement des équipements publics nécessaires.

P.S. : En matière de nouvelles ressources, les financements européens ne constituent-ils pas des pistes à davantage explorer ?

J.S. : Je suis pleinement d'accord, de nombreux appels à projets de la Commission Européenne pourraient être utilisés pour financer nos activités dans le cadre de la programmation 2007-2013 des fonds structurels européens.

De ce point de vue, le recours à des compétences spécialisées (comme le fait Plaine Commune) pour nous aider dans l'élaboration de dossiers pertinents reviendrait sans doute moins cher à la ville que la multiplication des campagnes de communication, pour des résultats sans doute plus visibles par nos concitoyens.

P.S. : Et côté dépenses ?

J.S. : En ce qui concerne nos dépenses de fonctionnement, elles sont depuis plusieurs années supérieures par habitant

à la moyenne nationale (pour des recettes, rappelons-le, à peine inférieure à cette moyenne).

P.S. : Justement, la question des dépenses de fonctionnement apparaît être une préoccupation réelle de nos concitoyen(ne)s aujourd'hui. Phantasme ou réalité ?

J.S. : Il y a des réalités qui s'imposent et nous devons être rigoureux sur cette question. Encore une fois rien dans le budget qui nous est présenté ne montre le choix d'engager une véritable stratégie de maîtrise de nos dépenses de fonctionnement (à la différence des budgets 2006 et 2005 où des inflexions modestes mais réelles étaient présentées).

P.S. : Et pour 2007, qu'est-ce qui est prévu ?

J.S. : Dans le budget primitif proposé, les signaux sont inverses puisqu'il nous a été demandé de voter, pour la première fois, une reprise anticipée des résultats provisoires du compte administratif 2006, afin d'abonder les recettes de fonctionnement du budget 2007 (à hauteur de plus de 5 millions d'euros). C'est faire comme si tous les besoins en équipements et investissements étaient d'ores et déjà satisfaits ! Or nous connaissons tous, les coupes qui ont été effectuées dans le budget des travaux, parfois urgents, d'entretien ou de rénovation nécessaires.

Qu'il s'agisse de crédits pour la résorption des peintures au plomb, l'éradication de l'amiante, la mise en sécurité de certains locaux ou établissements, le remplacement

(suite page 3)



« FLEURISTE MURAL »

Avec eux et une poignée de camarades, les murs ont la parole. En toute saison à Aubervilliers, les roses fleurissent obstinément accompagnées d'affiches électorales et de tracts. Excessivement parfois ? C'est possible. Un seau, de la colle, une brosse et de la volonté à toute épreuve. À l'heure d'Internet et des nouvelles technologies de communication, la pure tradition militante résiste et en montre encore. Tradition ancestrale de gauche. Longtemps, les socialistes albertivillariens en ont été privés par ceux-là même qui aujourd'hui crient au totalitarisme (sic). Ces derniers sauraient aujourd'hui reconnaître une pratique totalitaire dans... un affichage mural ! L'histoire du XX^e siècle ne serait pas

aussi tragique et si cette « clairvoyance » avait été plus précoce, Christian et Tahir en rigoleraient presque. Nous aussi.





accélération des chaudières enfin de l'urgence d'une intervention lourde sur le bâtiment de la ferme Mazier.

P.S. : Quelle attitude alors à adopter et pour quel objectif?

J.S. : N'oublions pas que différer aujourd'hui, c'est renchérir pour demain. Si la reprise anticipée des résultats du compte administratif est depuis 1996, seulement, une procédure budgétaire légale, il serait légitime d'affecter une part des fonds récupérés au budget d'investissement 2007 parce qu'au-delà de la satisfaction des besoins de nos concitoyen(ne)s, l'objectif principal de nos budgets doit être l'accompagnement du développement d'Aubervilliers et la pérennisation de son attractivité nouvelle.

D'autant que le choix d'un développement durable exige la haute qualité environnementale dans les constructions et un aménagement de la ville attentif aux questions de santé publique.



**LA LETTRE N°3
D'ÉVELYNE
YONNET,
CONSEILLÈRE GÉNÉRALE,
MAIRE ADJOINTE À
L'URBANISME ET À L'HABITAT.**



Distribuée dans les boîtes aux lettres des habitant(e)s du canton est de notre ville, la lettre n°3 d'Evelyne YONNET traite de l'activité récente de son mandat de conseillère générale et du Conseil Général. Au sommaire : la Charte Conseil général / Aubervilliers, le Fort d'Aubervilliers, nouvelle résidence pour personnes âgées, le projet rue du Port et Chemin Vert, les nouvelles mesures départementales en faveur des jeunes, le Forum Mondial de Nairobi... Pour tout contact et prise de rendez-vous : 01.43.93.92.33 ou 01.43.93.93.74 ou en mairie d'Aubervilliers : 01.48.39.52.36.

COMPTE-RENDU DE MANDAT DES ÉLU(E)S SOCIALISTES : C'EST PARTI !



« Place des handicapés dans la ville, rénovation des écoles, police municipale, aménagement du quartier des 4 chemins, habitat insalubre, emploi local, pratiques politiques, communication de la municipalité, relations entre les socialistes et les communistes, intercommunalité... » les prises de parole n'ont pas manqué pour cette première réunion avec les habitant(e)s à l'école Jules Vallès, mercredi 27 juin.

Questions parfois abruptes, réponses toujours directes. Mardi 3 juillet, même travail à l'école Francine FROMOND. A la rentrée, 3 réunions dans les différents quartiers de la ville sont d'ores et déjà programmées. A noter qu'un document compilant les interventions et les tribunes des élu(e)s est distribué à l'occasion et reste disponible sur simple demande au 01.48.39.51.26 ou élus.socialistes@mairie-aubervilliers.fr.

SERVICE MINIMUM DANS LES TRANSPORTS



*Service minimum dans les transports :
une vieille lune idéologique de la droite française.*

Comme Jacques Chirac en 1995 et 2002, Nicolas Sarkozy a été élu en promettant la mise en place d'un service minimum dans les transports, l'éducation... En bref dans tous les secteurs où les usagers peuvent être gênés par une grève. Le bon sens populaire voudrait qu'il suffise de "décréter" le service minimum pour que toutes les écoles soient ouvertes et que le métro fonctionne. La réalité est plus complexe.

Sauf à interdire le droit de grève à toutes ces professions, ce qui ferait le bonheur du patronat qui pourrait immédiatement demander la même chose pour les salariés du privé, ce "service minimum" n'existe pas. Un seul exemple dans le secteur des transports : pour faire tourner le métro 3 heures le matin et le soir comme le promettait le candidat Sarkozy il faut le même effectif présent que pour le faire tourner toute la journée (de 5h du matin à 0h). Il s'agit donc bien de démagogie.

En outre si un service "a minima" était assuré, c'est la sécurité physique des usagers qui serait en jeu. Qui n'a pas vu un jour de grève quand la direction d'une entreprise de transports

décide à tout prix de faire rouler quelques bus et métros les risques fous que prennent certains pour monter dans le train ou dans le bus ! Vouloir faire tourner à tout prix toutes les lignes peut donc conduire à des accidents dramatiques.

Mais l'objectif du gouvernement Fillon et du Président Sarkozy n'est peut-être pas d'aider les salariés coincés par une grève de transports à aller travailler ! Il s'agit peut-être tout simplement de commencer à grignoter ce droit constitutionnel, le droit de grève qui permet aux salariés, en dernier recours dans une négociation, d'arrêter le travail (et avec lui toute rémunération). L'un des objectifs affichés étant de s'attaquer de nouveaux aux retraites du public comme du privé on trouve peut-être ici la raison de l'empressement de l'Etat-UMP à légiférer sur le service minimum.

Ils pourraient ainsi rêver qu'à l'inverse de 1995 les salariés des transports ne puissent plus se mobiliser efficacement pour freiner les projets du gouvernement. On verra bien à l'automne...

Ugo Lanternier



SARKOZY RÉCIDIVE AUSSI...

« Le meilleur moyen de lutter contre la récidive, c'est la certitude que la sanction va tomber. » NICOLAS SARKOZY

Lors du vote de la loi sur le « traitement de la récidive des infractions pénales » du 22 novembre 2005 l'ex-ministre de l'Intérieur n'avait pas réussi à faire imposer ses idées en matière de lutte contre la récidive. Aussitôt élu Président de la République, il confie le soin à Rachida DATI, Garde des sceaux et Ministre de la Justice de récidiver en créant une nouvelle loi !

Ce énième projet de loi, 11^e réforme pénale depuis 2002, intervient 18 mois après l'adoption d'un autre texte sur la récidive des infractions pénales et trois mois après la promulgation d'une loi sur la prévention de la délinquance, dont les décrets d'application

ne sont toujours pas pris. Ce texte ne comporte que quatre articles. Il instaure des peines planchers automatiques pour les récidivistes et supprime systématiquement l'excuse de minorité pour les mineurs délinquants de plus de seize ans, dès lors qu'ils réitèrent leurs crimes ou délits. Les professionnels de l'enfance comme de nombreux avocats et magistrats critiquent vivement cette proposition de loi de lutte contre la récidive, la jugeant inopportune et doutant de son efficacité. Débat à suivre cette semaine au Sénat.

Sabrina MUSTAPHA

LA REFONDATION DE LA GAUCHE, C'EST TOUT DE SUITE !



Dès la rentrée, les socialistes présenteront leur diagnostic de la situation de la société française en 2007 : enjeux économiques et sociaux, place de l'Europe et rôle de la mondialisation, nouvelles aspirations des français(e), attentes en direction de la gauche... Après l'élection d'un président et d'une assemblée de droite, une réflexion sans concession et partant du réel s'impose afin d'analyser erreurs et échecs. Trois premiers forums suivront à l'automne : « mondialisation » (questions économiques et fiscales), « l'avenir de la solidarité » et « la citoyenneté dans la nation » (sécurité, immigration...). Pour tout renseignement : www.parti-socialiste.fr

Campagne de juin sur la TVA sociale et la franchise médicale



FAITES BARRAGE ! aux 15 milliards de cadeaux fiscaux pour certains, à 4 ou 5 points en plus de TVA pour tous !

Depuis un mois, le gouvernement Sarkozy/Fillon multiplie les annonces financières et fiscales :

- instauration du bouclier fiscal à 50 % conduit à la suppression de fait de l'ISF pour la plupart des contribuables qui lui sont assujettis (coût / an : 3 milliards d'euros),

- réduction des droits de succession profitera exclusivement aux 10 % des ménages les plus riches qui détiennent 50 % du patrimoine. C'est la victoire de la rente sur le travail (coût / an : 5 milliards d'euros),

- déduction fiscale des intérêts d'emprunt immobilier conduira à une nouvelle flambée des prix et à une relance de la spéculation. Aucun impact sur la crise du logement, ni le scandale des 3,5 millions de mal logés. (coût / an : 4 milliards d'euros)

- priorité accordée au développement des heures supplémentaires

va geler les embauches, nuire à l'emploi, conforter les décisions discrétionnaires des employeurs, aggraver les conditions de travail, assécher le financement de la protection sociale (coût / an : 3 milliards d'euros)

Au total, l'ensemble du dispositif financier et fiscal Fillon/Sarkozy représentera plus de 15 milliards d'euros, soit près de 1 % du PIB annuel.

Une augmentation de 4 ou 5 points de la TVA, la taxe la plus injuste, est d'ores et déjà avancée.

C'est une augmentation directe du coût de la vie pour la consommation courante pour nous tous.

C'est faire financer la suppression de l'ISF ou l'exonération des droits de succession pour les très gros patrimoines par les plus modestes.

DITES NON aux franchises médicales !

Prenant prétexte d'une détérioration sans précédent des comptes de l'assurance maladie, suite à une gestion calamiteuse depuis 5 ans, la droite entend imposer "4 franchises médicales" non remboursables sur :

- les soins ;
- l'hôpital ;
- les examens biologiques ;
- les médicaments.

Les franchises, c'est à dire les déremboursements envisagés, répondent à un seul objectif : faire peser l'effort sur les assurés sociaux et les malades, chercher à les culpabiliser.

Le montant des franchises serait le même pour tous, créant

le risque de susciter le renoncement aux soins et l'engorgement des urgences.

Ces projets sont dangereux pour la santé publique et injustes puisqu'ils conduiraient finalement à une médecine à plusieurs vitesses.

Dimanche 17 juin, dire NON aux franchises fiscales. C'est possible.

A condition de se mobiliser pour empêcher qu'un seul parti dispose de 80% des sièges au mépris de tous les équilibres démocratiques.

REJOIGNEZ LA SECTION SOCIALISTE D'AUBERVILLIERS



NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

TÉL _____ MAIL _____